

Genève, le 5 septembre 2018

Madame, Monsieur,

Ces derniers jours, les informations portées à votre connaissance vous ont certainement conduits à douter de mon honnêteté. C'est ma capacité à poursuivre mon action au service de notre canton qui s'est trouvée soudainement interrogée.

Je comprends vos inquiétudes. Elles sont légitimes.

Comme je l'ai déjà exprimé, j'entends réserver mes explications complètes aux magistrats qui sont chargés de la procédure, parce qu'ils sont en droit de ne pas avoir à découvrir, dans la presse ou ailleurs, mes réponses à des questions qu'ils ne m'ont pas encore posées.

J'ai affirmé ma disposition à collaborer pleinement à la manifestation de la vérité.

J'ai consenti sans réserve à la levée de mon immunité, ainsi qu'à la tenue rapide de mon audition.

Au-delà des éléments détaillés de l'enquête qui ont déjà été divulgués, vous avez pu prendre connaissance des conclusions intermédiaires que le Ministère public a choisi de rendre publiques.

Indépendamment de la question de savoir si les éléments objectifs et subjectifs de l'acceptation d'un avantage sont réunis, il m'est reproché de ne pas avoir dit la vérité.

L'accusation est grave, parce qu'elle touche à la confiance que doivent pouvoir placer les électeurs dans l'action et dans la personne de leurs élus.

J'ai donc choisi de m'adresser à vous aujourd'hui sans détour.

Je n'ai pas dit la vérité lorsque j'ai affirmé que mon séjour avait été financé par l'ami d'un ami.

Rien ne peut le justifier, lorsque l'on a les responsabilités qui sont les miennes.

Je tiens donc à vous présenter mes excuses sincères.

Compte tenu de l'idée que je me suis toujours faite de la hauteur et de la dignité de la charge de conseiller d'Etat, je sais que mon comportement n'a pas fait que décevoir.

Il a choqué.

J'aimerais toutefois que le regard que vous porterez sur ma faute tienne compte de son contexte.

Dès le départ, ce voyage pour assister au Grand Prix de Formule 1 d'Abu Dhabi a été pensé comme un voyage avec ma famille et des amis.

Cela étant, j'espérais aussi qu'il me permette, comme c'est souvent le cas dans ce type de situation, de rencontrer de manière informelle l'une ou l'autre personnalité officielle, et de soigner ainsi le lien amical et de longue date que notre canton entretient avec les Emirats. C'est avec ces éléments à l'esprit que j'ai informé le président du Conseil d'Etat de mon déplacement.

C'est également dans cet esprit que j'ai accepté le principe d'une invitation officielle au Grand Prix de Formule 1.

En revanche, jusqu'en septembre 2015, je parlais de l'idée que ce voyage serait financé par mes soins.

J'ai négligé les préparatifs de ce voyage et accepté imprudemment de déléguer son organisation à mes amis.

Quelques semaines avant mon départ, j'ai compris que ces derniers étaient parvenus non seulement à nous faire inviter au Grand Prix, mais qu'en outre nos frais de vol et d'hébergement seraient pris en charge par le pays hôte.

Si j'ai pu ressentir une gêne en l'apprenant, j'ai néanmoins fait le mauvais choix de maintenir ce voyage.

Au moment des premières questions, je me suis imaginé avoir commis un faux pas. L'idée d'avoir pu mélanger les genres, en acceptant une invitation officielle d'un gouvernement étranger avec ma femme et mes enfants, m'a alors fait craindre une polémique publique qui pourrait un jour affecter ma famille.

C'est cette crainte qui m'a conduit à vouloir minimiser la composante officielle de ce voyage en cachant la véritable origine de son financement.

\*\*\*

J'aimerais relever qu'aucun frais de ma famille n'a été pris en charge par la République. Jamais, je n'ai exercé mes fonctions dans le but de m'enrichir ou de favoriser des tiers.

En dépit de l'emballement médiatique et des charges de mes opposants politiques, je vous demande de rester convaincus avec moi que la confiance peut être maintenue.

Je pense que la procédure pénale peut aller vite. Qu'elle permettra rapidement l'examen attentif de tous mes échanges avec les personnes concernées de près ou de loin par cette histoire. Je pense que le Ministère public pourra ainsi se convaincre qu'il n'a jamais été question que l'on influe sur mon activité ou sur des décisions que j'aurais à prendre.

Je veux croire que l'énergie et l'enthousiasme, mais surtout le sens du devoir que j'ai toujours placé au-dessus de tout, pour ma ville, pour mon canton, et pour mon pays depuis plus de vingt ans, puissent continuer de me porter à servir l'intérêt général.

Je suis prêt à poursuivre mon engagement sans relâche et à faire face aux nombreux enjeux majeurs qui sont ceux de notre canton, comme je l'ai toujours fait, dans l'intérêt supérieur de notre République.

Je remercie le Conseil d'Etat d'avoir confirmé mon aptitude à diriger mes départements.

Je remercie celles et ceux d'entre vous qui, ces jours, m'expriment un soutien fort et chaleureux, résolument précieux dans ces moments.

Je remercie ma famille, ma famille politique, ainsi que mes amis, mes collaboratrices et collaborateurs, qui, toutes et tous, m'entourent.

Je vous remercie de votre attention, de votre compréhension et de votre confiance.



Pierre Maudet